

Mise en situation : Les médias évoquent depuis quelques années la crise économique et vous entendez parler de PIB, de croissance, vous décidez d'en savoir plus.

I) la croissance économique : ses composantes, son évolution

Visionnez les deux vidéos proposées sur lewebpedagogique.com/stalexia

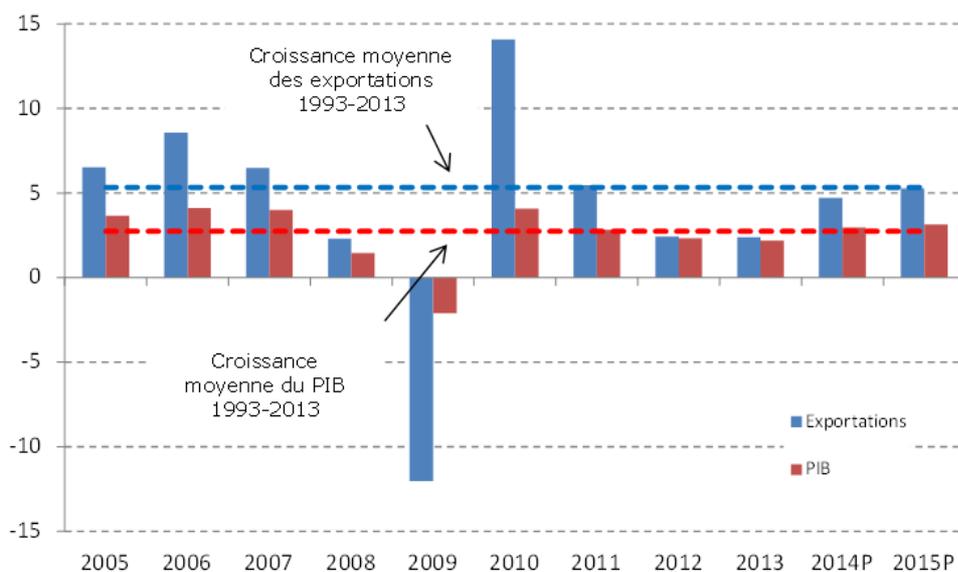
- 1) Vous définissez grâce à ses deux vidéos la notion de PIB :

Document 1

le PIB et ses composantes (en milliards d'€) en France

	2014
Consommations et investissements des ménages	1244,2
Les investissements des entreprises	274,2
Les dépenses de l'état	594,5
Balance commerciale (solde commercial) : exportations - importations	-39,3
Autres ressources	58,8
PIB (en mds d'€)	2132,4

Variations annuelles du PIB en France



- 2) Quels sont les agents économiques qui participent à la création de richesse d'un pays ?

- 3) Quel agent économique peut être considéré comme moteur de la croissance d'un pays ?

- 4) Que se passe t-il en 2009 ?

- 5) La France a t-elle produit plus de richesse en 2007 ou 2008 ?

II) les différences de croissance économique selon les pays

Le PIB par habitants :

il reflète le niveau de vie des habitants. Il est plus révélateur du développement d'un pays que le PIB. Il se calcule en divisant le PIB par le nombre d'habitants d'un pays. Ce n'est cependant qu'une moyenne. Cet indicateur cache les inégalités de revenu et de richesse au sein de la population.

Document 2

PIB et PIB par habitant

Pays	PIB 2014 en milliards de dollars	Nombre d'habitants en millions
USA	17416	321
CHINE	10355	1367
JAPON	4770	126
ALLEMAGNE	3820	81
FRANCE	2902	66
QATAR	202	2,22

6) calculez le PIB par habitant dans le tableau ci-dessous

PAYS	PIB/habitant (en dollars)
USA	
CHINE	
JAPON	
ALLEMAGNE	
FRANCE	
QATAR	

7) Comparez les résultats de la France et de la Chine, que constatez vous ?

8) Observez les résultats du Qatar, que pouvez vous conclure sur cet indicateur ?

III) Les limites du PIB, d'autres indicateurs existent

Document 3

Vous lisez attentivement le document ci-dessous et répondez aux questions.

Idées & débats

Les limites du PIB

[Dominique Méda et Jean Gadrey](#) Alternatives Economiques n°300

Le PIB est un indicateur pertinent pour juger de l'accroissement de la production économique. Mais il est inadapté pour juger de l'état de bien-être ou de progrès d'une société. D'autres mesures doivent prendre le relais.

Les critiques faites au produit intérieur brut (PIB) ont été formulées depuis longtemps et la plupart des économistes et des comptables nationaux se disent parfaitement conscients de ses limites. La commission Stiglitz (du nom de l'économiste américain Joseph Stiglitz, qui la coprésidait), réunie par Nicolas Sarkozy, avait d'ailleurs pour objet de mettre en avant d'autres indicateurs. Mais ses conclusions, rendues en septembre 2009, bien que très convaincantes sur les limites du PIB, étaient très techniques et ont eu peu de suites.

Riches, mais de quoi ?

En quoi le recours excessif au PIB génère-t-il des non-sens et des paradoxes ? D'une manière générale, tout ce qui peut se produire et se vendre avec une valeur ajoutée monétaire va gonfler le PIB et la croissance, que ce soit ou non bénéfique au bien-être individuel et collectif. Ainsi la destruction organisée des forêts tropicales pour y planter du soja transgénique ou des végétaux destinés aux agro-carburants est bonne pour le PIB des pays concernés et pour le PIB mondial. Peu importe que ce soit une catastrophe écologique et que les peuples indigènes soient chassés *manu militari*. Le PIB est donc indifférent à la nature de l'activité génératrice de revenus : que ce soit une augmentation des ventes d'armes, des ventes d'antidépresseurs ou des services thérapeutiques liés à l'explosion du nombre de cancers, tout cela est compté comme " positif " par le PIB. Il en va de même dans les cas où le PIB augmente du fait d'activités qui consistent à réparer des dégâts commis par d'autres activités (qui, elles aussi, avaient gonflé le PIB) : par exemple, les opérations de dépollution.

Par ailleurs, le PIB et sa croissance sont indifférents au fait que l'on puise dans les " stocks " pour continuer à croître : dans les ressources naturelles, dans les ressources sociales ou dans les ressources humaines. Notre comptabilité nationale n'est pas une comptabilité patrimoniale 1 : elle n'est qu'une vaste comptabilité d'entreprise, centrée sur les flux, avec des entrées et des sorties, et laisse dans l'ombre les incidences sur le patrimoine.

Pour caricaturer, nous pourrions très bien nous retrouver un jour avec un " gros " PIB, un très fort taux de croissance et un nombre extrêmement élevé de morts par incivilités, dans une société totalement atomisée, avec des conditions de travail considérablement dégradées, un patrimoine naturel dévasté, etc.

Ce qui compte, mais qui n'est pas compté

De nombreuses activités qui contribuent au bien-être ne sont pas comptées dans le PIB, comme le bénévolat ou le travail domestique. Pourtant, ces activités sont extrêmement importantes pour le

développement et la pérennité de notre société, mais également pour notre épanouissement personnel. Le PIB ignore également le fait que les citoyens ont une espérance de vie plus longue, un niveau d'instruction plus élevé, etc. Enfin, il est indifférent aux inégalités, à la pauvreté, à la sécurité économique, etc., qui sont pourtant des dimensions du bien-être à l'échelle d'une société.

Non seulement le PIB et la croissance n'ont pas grand-chose à voir avec le bien-être, mais ils ne nous envoient pas non plus les signaux permettant de prévenir à temps les crises majeures. La crise présente a montré que la vive croissance américaine des dix dernières années, partout présentée comme le modèle à suivre, était en fait un "*mirage*", selon les termes mêmes de Joseph Stiglitz. Selon lui, cette croissance n'était pas soutenable sur le plan financier et économique, comme on l'a vu depuis. Ni sur le plan social : la majorité des Américains a connu une décennie de stagnation ou de déclin. Et elle ne l'était pas davantage sur le plan environnemental : les indicateurs physiques enregistrent un dépassement des principaux seuils d'alerte.

Faut-il pour autant jeter au panier ces indicateurs devenus des fétiches ? Non. Il faut juste les utiliser dans leur domaine de validité. La comptabilité nationale est une belle invention, indispensable à certaines analyses. Y compris pour contester le culte de la croissance et pour montrer, chiffres à l'appui, qu'elle ne fait ni le progrès ni le bonheur !

De bonnes alternatives existent déjà

Cependant, du local à l'international, de multiples initiatives visent à doter les sociétés d'indicateurs qui donneraient mieux à voir les progrès ou les régressions du bien-être, en termes de finalités humaines, sociales ou écologiques. Ces initiatives sont bien antérieures au rapport Stiglitz, et souvent bien plus accessibles aux citoyens, y compris parce que certains des indicateurs alternatifs ont été construits avec la participation d'organisations de la société civile.

Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a joué un rôle important dès 1990, avec son désormais célèbre indicateur de développement humain (IDH), qui vient d'être actualisé fin 2010. On dispose également, y compris en France, d'indicateurs très parlants de santé sociale des territoires. Le Bip 40 en est une variante. L'empreinte écologique et les indicateurs physiques d'émissions de gaz à effet de serre, de biodiversité, d'usage de l'eau, etc. font partie des mesures pertinentes pour refléter la pression écologique des activités humaines.

1) Qu'est ce qui n'est pas pris en compte dans le calcul du PIB ?

2) Quels sont les autres indicateurs possibles ?

Synthèse : La croissance économique

On définit généralement la croissance comme l'augmentation soutenue pendant une période longue de la production. La croissance correspond donc à une création de richesse et doit pouvoir profiter à l'ensemble des agents économiques qui composent une nation.

I. Le PIB : outil de mesure de la croissance

1. L'outil PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur généralement retenu pour mesurer la croissance. Il mesure la production de tous les biens et services sur le territoire, résultats de l'activité de toutes les unités productrices (entreprises, administrations publiques, banques) réalisée à l'intérieur des frontières d'un État.

Le taux de croissance économique est mesuré par le taux de croissance du PIB :

$$\text{Taux de croissance du PIB} = 100 \frac{\text{PIB}_{1-N \text{ année}} - \text{PIB}_{N \text{ année}}}{\text{PIB}_{N \text{ année}}}$$

Cet indicateur permet des comparaisons dans le temps et dans l'espace.

2. Un outil limité

La mesure de la croissance économique par le PIB comporte cependant plusieurs défauts. Ainsi, de nombreuses activités économiques ne sont pas prises en compte par le PIB : activités domestiques, activités bénévoles, économie souterraine... Par ailleurs, le PIB comptabilise comme création de richesse des activités qui ont, en fait, un coût pour l'économie : accidents, activités polluantes...

II. Les finalités de la croissance économique

1. D'où vient la croissance ?

La croissance économique a longtemps été expliquée par une augmentation de la qualité ou de la quantité de travail et de capital déployés dans le processus de production. Ainsi, la consommation des ménages et l'investissement des entreprises sont considérés comme des moteurs de la croissance. Pour répondre à la demande de la part des ménages et des entreprises, l'économie doit être en mesure de produire plus et mieux. Le progrès technique, la recherche, l'éducation peuvent être encouragés, notamment par l'État, pour être également des moteurs de la croissance.

2. À quoi sert la croissance ?

La croissance est une création de richesses. Celles-ci sont redistribuées entre les différents agents de l'économie. La croissance peut donc permettre une amélioration du niveau de vie. Grâce à elle, de nouveaux besoins peuvent être satisfaits (logements, soins, transports). L'État peut aussi mettre en place des politiques de protection sociale et réduire les inégalités.

III. Croissance économique et développement d'un pays

1. Le pouvoir d'achat et le niveau de vie

Le pouvoir d'achat peut être défini comme la quantité de biens et de services que peut acheter un individu avec son revenu. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, on a pu assister, dans les pays développés, à une augmentation du pouvoir d'achat : les habitants peuvent acheter avec leur revenu des biens et des services en plus grande quantité. On a aussi connu une augmentation du niveau de vie, qui prend en compte la qualité des biens et services proposés, mais aussi les politiques de redistribution et d'accès aux soins proposées par les États.

2. Développement et croissance économique

Alors que la croissance économique repose sur des indicateurs quantitatifs, le développement économique consiste à prendre en compte les conditions de vie des agents économiques (nourriture, soins, éducation).

Des indicateurs permettent de mesurer le développement d'un pays. On utilise, par exemple, l'IDH (indice de développement humain), qui permet de prendre en compte la santé (à partir de l'espérance de vie à la naissance), l'éducation (à partir du taux de scolarisation) et le niveau de vie (évalué grâce au PIB).

L'IPM (indice de pauvreté multidimensionnel) est aussi un indice utilisé pour caractériser le niveau de pauvreté d'un pays.